



RENCONTRE AVEC.... L'équipe ECOSORN au Cambodge



Siem Reap – Décembre 2008 – Avec environ six millions ⁽¹⁾ de mines polluant son territoire, le Cambodge est l'un des pays les plus minés du monde, si ce n'est le premier. Le Royaume compte aujourd'hui dans son sol pas moins de cinquante-deux sortes différentes de mines anti-personnel ainsi qu'un nombre incalculable de bombes non explosées, toutes menaçant de s'activer à chaque passage de la population locale.



© *Un monde en développement*

Bien sûr, depuis les années 90 et tout particulièrement depuis 1998 – fin de la guérilla entre le

gouvernement et les Khmers rouges – un grand travail de déminage a été réalisé dans tout le pays, en majeure partie financé par l'aide internationale. Les nombreuses ONGs européennes et américaines, installées à Phnom Penh, témoignent de cette main tendue au Royaume Khmer. Des organismes comme Handicap international, en partenariat avec le Ministère des Affaires sociales, tentent de prendre en charge et d'accompagner les victimes. Le processus est souvent complexe et long car les habitants les plus touchés vivent principalement dans les régions les plus reculées. Après un accident, il faut agir rapidement : quatre opérations et un mois d'hospitalisation seront généralement nécessaires. Un mois plus tard, une prothèse est mise en place sur le membre réduit de la victime. Il lui faudra la changer tous les deux ans. En plus de cette reconstruction physique, les ONGs contribuent à redonner leur place aux handicapés, au sein d'une société cambodgienne qui les accepte mal.

⁽¹⁾ Sources : documentaire "Half Century of Cambodian History 1941-1998"

Avec le soutien de:



Plusieurs programmes ont déjà vu le jour et permettent aux victimes d'apprendre un nouveau métier adapté à leur invalidité – jardinier, barbier, mécanicien – tout en vivant dignement des revenus ainsi générés. Cependant, au cours de ces dix dernières années, alors que certains organismes prévoyaient le déminage du territoire cambodgien et que les ONGs internationales prenaient en charge les victimes des mines, il restait un problème à résoudre : déminer les terres, d'accord, mais pour en faire quoi ?

En 2005, le gouvernement cambodgien et l'Union européenne se sont associés pour financer un projet d'envergure sur cinq ans visant à la relance économique des provinces du Nord-Ouest du pays – une des régions les plus minées. En prévoyant vingt-six activités principales et cent soixante sous-activités, ce projet au budget de 26 millions d'euros court jusqu'en 2010. Son originalité repose sur le principe du développement rural intégré - c'est-à-dire comment améliorer les conditions de vie des populations les plus pauvres en les rendant elles-mêmes acteurs du développement économique de leur région. Ce projet, qui se déroule sur les provinces de Bantea Meanchy, Battambang et Siem Reap, cible quarante villages (quatre-vingt dix communautés), 68 000 foyers,

280 000 personnes dont 140 000 qui connaissent une insuffisance alimentaire quatre mois par an et 90 000 qui ne bénéficient pas des revenus nécessaires à l'achat du minimum vital.



© *Un monde en développement*

Les grands objectifs de ce programme sont principalement l'intensification, la diversification et l'augmentation des productions agricole, maraichère et piscicole. Celui-ci prévoit aussi le développement de l'emploi et de l'économie locale, le renforcement des communautés concernées notamment au travers de la mise en place d'infrastructures sanitaires et de campagnes de sensibilisation auprès des habitants sur les questions d'hygiène et d'éducation. Le projet vise aussi à une meilleure desserte des villages ciblés vers les routes principales, les marchés et les points d'eau de la région. Enfin, il envisage l'accès, pour ces populations, à des terres déminées et prêtes à être exploitées.

Avec le soutien de:



Intégrée dans un projet d'une telle envergure, cette dernière composante est le symbole d'un déminage qui évolue. Si hier, il ne consistait encore qu'en un simple nettoyage de parcelles, celui-ci est aujourd'hui le moyen essentiel de fournir à des individus dans le besoin un support capable de créer des ressources.

Le CMAC, Centre National de Déminage, créé en 1992, est le contractant chargé de la réalisation de cette sous-activité représentant un budget de près de 1 180 000 euros. Depuis 2008 – au sein de ce grand chantier-, ce sont plus de 88 hectares qui ont été nettoyés, 498 mines anti-personnel, 6 mines anti-chars et 1 169 bombes non explosées qui ont été détruites. Ces résultats profitent pour le moment à 2 413 familles isolées ⁽²⁾. Nous avons eu la chance d'aller à la rencontre des premiers bénéficiaires de ce projet, dans le petit village de Toap Suay, à deux heures de route de Siem Reap. Une équipe de huit démineurs y travaillent depuis novembre 2008 et ont déjà déterré onze mines, vingt-quatre bombes pour un total de deux hectares de terres nettoyées et sécurisées. Les bénéficiaires directs sont au nombre de 36 personnes réparties au sein de huit familles

⁽³⁾. Un des jeunes villageois interrogés nous confie que lorsque son père a construit la maison, il a trouvé une bombe qu'il a déplacée juste derrière son terrain, au pied d'un arbre. Il affirme que, dorénavant, il sait que s'il en trouve une autre, il doit en référer au chef du village qui, lui, contactera les autorités compétentes. Une femme, quant à elle, nous explique que sur sa terre déminée, elle souhaiterait faire pousser différents types de légumes pour subvenir aux besoins de ses enfants. Elle ajoute que, si sa récolte est bonne, elle ira vendre le surplus au marché local.



© *Un monde en développement*

Mais le déminage n'est pas sans risques et comprend bien des difficultés. Tout d'abord, il est souvent impossible d'identifier clairement le positionnement des mines posées par les Khmers

⁽²⁾ Sources : ECOSORN / CMAC

⁽³⁾ Sources : ECOSORN / CMAC

Avec le soutien de:

rouges. En effet, les plans qui existaient à l'époque ont été détruits pendant le conflit. Il faut alors puiser à la source des informations auprès des villageois qui étaient déjà présents lorsque les Khmers rouges étaient installés sur ledit site. Apparemment, les guérilleros montraient régulièrement à la population les zones minées. Le CMAC compte aussi beaucoup sur celles et ceux qui leur signaleront directement tout objet suspect. Alors que le déminage à la machine engendre moins de risques, le déminage manuel reste le plus efficace avec un taux proche de 99%. Par contre, ce dernier demande du temps et se réalise selon un processus dit « de pas à pas ». Il s'agit d'un travail délicat dont le moindre faux pas peut coûter la vie au démineur. Individuellement, chacun des experts est attiré au nettoyage d'une parcelle de terre d'environ 100 m².



© *Un monde en développement*

A l'intérieur de celle-ci, il délimite, à l'aide de repères en bois, une première sous-zone d'environ 1 m² qu'il va inspecter centimètre par centimètre grâce à un détecteur de métaux. Quand ce dernier sonne, cela suppose un objet métallique - potentiellement une mine ou une bombe. Il marque alors l'endroit d'un repère, puis se met à quatre pattes pour localiser l'objet suspect. Pour cela, il s'aide d'une spatule pour gratter la terre ainsi que d'une sonde métallique qu'il introduit horizontalement dans le sol pour ne pas déclencher le mécanisme de la mine - qui lui s'amorce sous pression verticale. Une fois que l'objet est bien en évidence, il est laissé sur place. La zone est marquée et identifiée pour que personne ne s'y aventure dans les heures à venir. Puis, le démineur abandonne cette parcelle pour recommencer tout à zéro sur une nouvelle zone. A la fin de la journée, toutes les mines ainsi déterrées sont identifiées, enregistrées et détruites sur place. Pourtant, la plupart du temps, l'objet ayant déclenché le détecteur se révèle être un banal objet métallique, qui aura toutefois demandé la même attention et le même temps que s'il s'était agi d'un corps explosif. Dans ce cas, le démineur marque cette zone comme « sécurisée », et redéfinit une nouvelle sous-zone à explorer.

Avec le soutien de:



Sinath NORM, spécialiste des questions de déminage pour le projet ECOSORN, nous explique qu'il serait bien trop dangereux de transporter les mines pour les détruire. Lui-même démineur terrain à ses débuts, son parcours professionnel reflète à lui seul l'évolution qu'a connue le déminage au Cambodge ces dernières décennies.



© *Un monde en développement*

Alors que, dans les années 90, il enlevait les mines à la main et les transportait sous l'égide de l'ONU pour les détruire à un autre endroit, il travaille aujourd'hui sur un projet novateur qui prône un déminage en sécurité dans le cadre d'un projet intégré. D'ici à 2010, les 95 experts affectés à la tâche auront déminé près de 400 hectares qui auront été soigneusement enregistrés au préalable dans les archives du CMAC. Pas moins de 400 personnes auront été formées sur le danger des mines et informées sur les autorités à

contacter lorsqu'un tel objet est déterré (*).

Cette campagne de sensibilisation est, pour le coup, très importante lorsque l'on sait que, au Cambodge, 800 accidents surviennent chaque année. Dans 40% des situations, il s'agit d'enfants qui ont voulu jouer avec une bombe trouvée sous un arbre. Mais dans bien des cas, il s'agit de paysans qui ont voulu la déplacer pour construire leur maison ou qui se sont aventurés dans la forêt envahie de mines pour y ramasser les fruits qui serviront de souper à toute leur famille. Et puis, il y a aussi ceux qui ramassent ces objets mutilants dans l'espoir de les revendre au marché. Un kilo d'acier y est vendu 5 000 reals (un peu moins d'un euro). Une bombe de cinq kilos équivaut à une journée de nourriture pour une famille toute entière. Le calcul est vite fait pour bon nombre de personnes dans le besoin. Des anecdotes comme celles-là, le CMAC aimerait ne plus en entendre... Oum Sang ONN, responsable du projet ECOSORN pour le CMAC, nous confie qu'il faudra encore beaucoup de temps – et d'argent (il faut 1 \$US pour déminer 1m²)!- pour nettoyer complètement le sol cambodgien de ces objets destructeurs.

(*) Sources : ECOSORN/CMAC

Avec le soutien de:

En attendant, il nous a semblé que sa philosophie était des plus remarquables : « Ce projet visant à l'accès sécurisé des terres est élaboré et développé en collaboration avec les autres partenaires afin qu'une fois notre travail terminé, un développement social et rural prenne le relais. Je pense que (...) nous avons beaucoup à gagner à planifier ensemble. Nous ciblons des endroits où nous seuls intervenons, dans un but commun. De cette manière, nous sommes plus efficaces».



© Un monde en développement

Pour que, enfin, les terres ainsi nettoyées ne soient plus seulement un soulagement pour les millions de victimes aujourd'hui comptabilisées dans le pays, mais aussi un vecteur de développement économique pour l'ensemble de la population – une des plus pauvres du monde.

Nous souhaitons chaleureusement remercier Monsieur DOCHAO MORENO, Chargé d'Affaires à la délégation de l'Union européenne de Phnom Penh pour son accueil et le temps qu'il a bien voulu nous consacrer. Sa présentation de la coopération européenne au Cambodge nous a permis de mieux appréhender le contexte général de l'aide internationale dans le pays, ainsi que les principaux enjeux à venir. Nous tenons à remercier Monsieur Saruth CHAN, coordinateur du projet ECOSORN pour le compte du gouvernement cambodgien, pour sa présentation claire et précise du projet ECOSORN dans sa globalité. Nous lui sommes très reconnaissants d'avoir pris le temps de nous recevoir alors qu'il était entre deux vols. Nous remercions aussi Monsieur Oum Sang ONN, responsable du projet ECOSORN pour le CMAC, pour sa conférence passionnante sur le volet « déminage » du projet ECOSORN, ainsi que pour sa visite guidée du petit musée des mines du CMAC. Nous souhaitons adresser un remerciement particulier à Sinath NORM, spécialiste des questions de déminage pour le projet ECOSORN, pour son accueil chaleureux à Siem Reap.

Avec le soutien de:



Merci de nous avoir accompagnés sur le terrain, dans le petit village de Toap Suay. Nous tenons aussi à remercier tous celles et ceux qui ont permis ces rencontres enrichissantes, et tout particulièrement Madame Pok POUN à la délégation de l'Union européenne de Phnom Penh et Viola CHLEANG au secrétariat du Point de Contact National du projet ECOSORN.



© Un monde en développement

Pour plus d'informations sur le projet ECOSORN, consultez le site www.ecosorn.org

Pour plus d'informations sur le CMAC, consultez le site www.cmac.org.kh

Pour plus d'informations sur l'aide de l'Union européenne au Cambodge, consultez le site www.delkhm.ec.europa.eu

La convention d'Ottawa sur l'interdiction des mines anti-personnel ⁽⁵⁾

La Convention d'Ottawa est un traité international de désarmement qui interdit l'acquisition, la production, le stockage et l'utilisation des mines anti-personnel. Le texte, lancé à l'initiative d'un collectif d'ONGs, visait notamment à faire en sorte d'endiguer les problèmes que posent les mines après les guerres. La Convention a été ouverte à la signature les 3 et 4 décembre 1997 et déposé le 5 décembre de la même année à New York auprès du secrétaire général des Nations unies. Elle est entrée en vigueur le 16 septembre 1998 après avoir été ratifié par 40 États. Le Cambodge est l'un des premiers pays à l'avoir signée le 3 décembre 1997, puis à la ratifier le 28 juillet 1999. Malgré le large soutien international envers la Convention d'Ottawa, son succès demeure mitigé étant donné que la majorité des États producteurs et/ou utilisateurs de mines antipersonnel – tels que les États-Unis, la Chine ou encore la Russie – refusent d'adhérer au texte.

⁽⁵⁾ Texte complet de la convention : <http://www.icrc.org/DIH.nsf/52D68D14DE6160E0C12563DA005FDB1B/7303CAE98A9476C141256584004B40A3>

Avec le soutien de: